



## Vers une autre crise économique signée Goldman Sachs

Par [Éric Granger](#)

Mondialisation.ca, 18 août 2015

[Le décodeur](#) 14 mars 2010

Région : [L'Europe](#), [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

*Cet article a été publié le 14 mars 2010.*

Le secret des Puissances de l'Argent l'est de moins en moins. Beaucoup savent maintenant que les crises économiques mondiales ne sont pas des « tempêtes parfaites » sur lesquelles nous ne pouvons rien, mais plutôt des opérations économiques d'envergure calculées et exécutées par quelques puissantes banques qui vont jusqu'à menacer des États de faillite totale pour arriver à leurs fins. Ces banques privées ultra-puissantes font le genre d'offres qu'on ne peut refuser.

La plus connue et la plus controversée d'entre elles est sûrement Goldman Sachs. Le magazine *Rolling Stone* [a publié en juillet dernier un article coup de poing](#) à propos de cette institution financière. Le journaliste Matt Taibbi débute son texte comme suit :

« La première chose que vous devez savoir de Goldman Sachs, c'est qu'elle est partout. La banque d'investissements la plus puissante au monde est une gigantesque pieuvre vampire qui enfonce sans cesse son syphon sanguinaire dans tout ce qui a l'odeur de l'argent. »

Cet article du *Rolling Stone* qui a fait sensation résume ce que bien d'autres ont dit et écrit : certains cerveaux chez Goldman Sachs ont conçu et exécuté toutes les crises financières depuis les années '20. Elle a de plus toujours utilisé à peu près le même procédé : elle se place d'abord au centre d'une bulle financière en émettant des produits financiers sophistiqués conçus dès le départ pour faillir. Ensuite, elle s'arrange pour que la petite et la moyenne classe (les gens ordinaires et les PME par exemple) investissent dans ces produits condamnés d'avance avec l'aide complice des dirigeants de plus petites institutions comme la Caisse de dépôt et placements du Québec. Bien sûr, on achète les politiciens nationaux pour que ces derniers ne régulent pas ces nouveaux produits financiers dangereux pour l'économie. Puis c'est encore la « Big banque » qui finit le travail en pétant la bulle elle-même, faisant disparaître du coup un tas de petites banques, un tas de RÉER et consolidant encore une fois davantage son contrôle sur les marchés financiers. Une fois que tout le monde est appauvri et que l'économie est à l'agonie, la Big banque arrive en triomphe, nous offre de sauver l'économie et nous prête à haut taux d'intérêts l'argent qu'elle vient juste de nous syphonner. Et le processus recommence...

Où en sommes-nous aujourd'hui? Si on regarde attentivement les médias de masse, on voit bien que ce n'est pas une lente reprise économique qui est devant nous mais une autre

crise majeure qui aura comme levier les dettes nationales.

On l'a vu avec Dubai et maintenant avec la Grèce, la dette publique est le prochain prétexte pour faire accepter des politiques draconiennes d'intégration verticale de l'économie au niveau planétaire.



Illustration : Victor Juhasz

Revenons en novembre 2009, quand la Société générale de France publiait un rapport contenant un scénario alarmiste d'effondrement économique mondiale causé par l'endettement des pays développés. [On pouvait lire dans le Figaro sur le sujet](#) que « les récents plans de sauvetage mis en place par les gouvernements mondiaux ont simplement transféré des passifs du secteur privé au secteur public, créant une nouvelle série de problèmes. » Le premier problème est la dette publique qui a « pratiquement atteint un point de non-retour », selon le rapport.

Le cas de la Grèce montre bien les mesures draconiennes qui s'annoncent à l'horizon et la mesure la plus grave concernera la souveraineté même des nations développées. Pour pouvoir recevoir l'aide de la zone euro, la Grèce devra se soumettre à la volonté des autres pays membres. Dans un article sur le sujet dans le Wall Street Journal, [Patience Wheatcroft écrivait](#) : « Cette crise n'est pas seulement à propos des dettes de pays souverains mais à propos de la souveraineté elle-même ».

L'éditorialiste André Pratte de la Presse [semble être d'accord avec cette interprétation](#) quand il écrit :

« La semaine dernière, Athènes a dû se prêter à l'exercice humiliant d'ouvrir ses livres aux experts de l'Union européenne qui lui ont fortement suggéré des pistes de solution. La Grèce venait de perdre le contrôle de ses finances publiques, de perdre une partie de sa souveraineté. »

Pratte poursuit en disant qu'il faut se dépêcher ici au Québec à se serrer la ceinture et à tout taxer sinon les puissantes banques vont venir nous taper sur les doigts et comme ça on évite que « le Québec se retrouve bientôt, comme la Grèce, le dos au mur. » Comme si nous ne l'étions pas déjà.

Sauf qu'avant de mettre le fardeau de la dette sur les épaules des populations, il faut être juste et pointer les véritables responsables de ces dettes surgonflées. Bien sûr, vous avez devinez qui sont les coupables : les cerveaux de Goldman Sachs et autres big banques.

Le 22 février dernier dans un article du Devoir intitulé « [La Grèce n'est pas la seule à «maquiller» sa dette](#) », on y apprend de belles choses que nous savions déjà :

« Sous le feu des critiques pour leur responsabilité dans la crise financière, les banques de Wall Street, Goldman Sachs en particulier, sont au coeur d'un nouveau scandale. Cette fois, il ne s'agit plus de subprimes, ces crédits hypothécaires explosifs vendus à des ménages modestes, mais de produits financiers sophistiqués proposés à des États endettés pour enjoliver leurs comptes. »

Donc, en plus de créer des bulles financières qu'ils contrôlent complètement, ces big

banques cachent la véritable dette accumulée par les États qui utilisent leurs services ; comme quand on modifie la façon de calculer le taux de chômage pour obtenir le taux qui nous plait à montrer.

L'influence des Goldman Sachs et compagnie n'est plus de l'influence : c'est de la complète domination économique. Obama compte dans son équipe beaucoup de représentants de Goldman Sachs à des postes-clés. Il en était de même pour W. Bush.

Toutefois, nous savons pourquoi cette crise de la dette a été planifiée et exécutée, nous connaissons le calendrier de la gouvernance mondiale que tente d'implanter l'élite oligarchique. Nous savons que l'objectif est de créer une banque mondiale, la bureaucratie ultime d'un éventuel gouvernement mondial.

Il n'y a qu'à lire [ce texte paru sur le Monde.fr](#) au titre évocateur : « Dominique Strauss Kahn plaide pour que le Fond Monétaire devienne la Banque Centrale du monde ». Tout y est.

Le FMI est reconnu comme une banque cruelle qui impose des conditions excessives. Il s'agit d'un prêteur usurier qui bénéficie toutefois de l'absolution complète. Il s'agit d'une institution anti-démocratique qui ne peut pas légitimement faire autorité sur tous les peuples. Il y a aussi trop de secret qui entoure ce genre d'institutions.

On pouvait d'ailleurs [lire dans le Herald Sun](#) qu'une rencontre secrète entre dirigeants des banques centrales du monde avait eu lieu au début février pour discuter des mesures monétaires mondiales à prendre. La réunion était protégée par une sécurité de haut niveau et la presse n'y était pas admise. Allez savoir ce qu'ils ont pris comme décision, de toutes façons il semble que ce ne soit pas de nos affaires.

Pour terminer, [selon le Wall Street Journal](#), Goldman Sachs a dû adopter une nouvelle politique sur le risque financier et pas n'importe laquelle : elle a déterminé que la publicité négative à l'égard de la compagnie est un « facteur de risque » sur les performances de l'entreprise et qu'elle devait la combattre. Ça veut dire tout simplement ceci : on ne peut pas parler en mal de Goldman Sachs, le mieux en fait c'est de ne pas en parler du tout.

Cependant, l'enjeu est trop important, et nous ne devons pas laisser ces pieuvres vampires nous sucer le sang jusqu'à la dernière goutte. La prochaine crise va arriver tôt ou tard, probablement plus tôt que tard, et ce pourrait bien être celle qui sonne le glas pour toutes les nations du monde.

La véritable souveraineté, c'est face à ces big banques que nous la perdons.

Eric Granger

La source originale de cet article est [Le décodeur](#)  
Copyright © [Éric Granger](#), [Le décodeur](#), 2015

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)